

ARRÊTÉ MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014, autorisant l'EARL LANGLAIS FRANCAIS à exploiter lieu-dit « La Salle Villéon » maroué à Lamballe-Armor un élevage porcin ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2015, autorisant l'EARL Jean-Marc LANGLAIS à exploiter lieu-dit « La Salle Villéon » Maroué à Lamballe-Armor, un élevage porcin ;
- Vu** l'accusé réception du 1^{er} avril 2021 pour la reprise de l'EARL LANGLAIS FRANCAIS par l'EARL Jean Marc LANGLAIS ;
- Vu** la demande présentée le 7 mai 2020, complétée le 3 février 2021 par l'EARL Jean-Marc Langlais, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Salle Villéon » Maroué à LAMBALLE en vue d'effectuer à la même adresse :
- le regroupement de l'EARL LANGLAIS FRANCAIS avec l'EARL Jean Marc LANGLAIS pour un nouvel effectif de 2394 animaux équivalents (AE) et 2769 emplacements porcs à l'engraissement, l'extension de la porcherie maternité et la mise à jour du plan d'épandage ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 février 2021 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques qui s'est déroulé sous forme dématérialisée du 19 février au 1^{er} mars 2021 ;

Considérant que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que la demande concerne la fusion de deux sites, l'un en autorisation et le second en enregistrement, l'extension du bâtiment maternité de 643 m² et la mise à jour du plan de gestion des déjections commun aux sites Salle Villéon et Château Gaillard ;

Considérant que l'élevage est régulièrement autorisé au titre de la réglementation relative aux ICPE (antériorité de l'arrêté d'autorisation de l'EARL Langlais Français) ;

Considérant qu'après la fusion des deux sites, une diminution de 939 AE depuis les dernières enquêtes publiques est constatée ;

Considérant que le projet d'extension est compatible avec le plan d'urbanisation et les schémas et programmes environnementaux ;

Considérant que l'extension du bâtiment est à distance réglementaire ;

Considérant que les tiers situés à distances non réglementaires sont les anciens exploitants ;

Considérant que le forage est dûment autorisé ;

Considérant que la mise en place d'une réserve incendie de 120m³ est projetée ;

Considérant que 100 % des lisiers seront traités par le GIE Salle Villéon à Lamballe-Armor ;

Considérant que la gestion des déjections est compatible avec la réglementation en vigueur ;

Considérant que les capacités de stockage sont estimées à 7,4 mois (réglementaire 7,5 mois) mais le transfert de l'ensemble des déjections permet d'augmenter les capacités de stockage ;

Considérant que les seuils des indicateurs globaux réglementaires sont respectés ;

Considérant que le plan d'épandage présenté tient compte des distances réglementaires vis-à-vis des tiers et des contraintes environnementales ;

Considérant que le réexamen est valide ;

Considérant qu'une erreur s'est glissée dans l'arrêté préfectoral du 7 avril 2021 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont modifiées comme suit :

« L'EARL JEAN-MARC LANGLAIS, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Salle Villéon» (site1) sur la commune de Lamballe-Armor est autorisé(e) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 35 mètres d'un forage, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2394 animaux équivalents (A.E.) et 2769 emplacements de porcs de production de 30 kg .

Article 2 – Nature des installations

Les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont modifiées comme suit :

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b) c)	A	Elevage intensif	Elevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000 c) > 750	1 place = 1 emplacement	2769	Emplacements
2102	1	E	Elevage, vente, transit, etc. de porcs	Elevage	Animaux-équivalents	> 450	Reproducteur = 3 AE Porcelet sevré = 0,2 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1AE	2394	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1120-2°	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain (m³) et supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Forage	13800 m³/an
2150-2°	D	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondante à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha 2° supérieure à 1ha mais inférieur à 20ha		3ha

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
Lamballe-Armor (Maroué)	Porcin	ZW	102
			103
			104
			109
			110
			112
			113

2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Animaux équivalents (et/ou emplacements – si rubrique 3660)	Effectif maximum en présence simultanée	production annuelle (porcelets, porcs charcutiers)
Truies, verrats, cochettes saillies	AE maternité :297 AE gestante- verraterie :1737	678	600
Porcs charcutiers (>30kg)	2769 emplacements	2769	7800
Porcelets	300	1500	8000
Quarantaine	60		

2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

Article 3 : Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 4 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

Les dispositions des articles 4 et 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont modifiées comme suit :

4.1. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

4.2. - Alimentation biphase

4.2.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

4.2.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

4.3. - Sécurité

4.3.1.- L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.3.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3.3. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet. »

Article 5 : Prescriptions particulières concernant le traitement des lisiers et le devenir des produits issus du traitement

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont modifiées comme suit :

5.1.- traitement des lisiers et reprise des coproduits

L'ensemble des déjections de l'installation (site1-Salle Villéon) est prise en charge par le GIE SALLE VILLEON dont l'EARL Langlais Jean-Marc est membre. L'EARL Langlais Jean-Marc reprend du lisier centrifugé et du lisier centrifugé traité conformément aux tableaux suivants :

5.1.1.- production annuelle et lisiers transférés vers GIE (Station de traitement)

Production annuelle site Salle Villéon			Transfert GIE		
Volume en m ³	uN en Kg	uP2O5 en Kg	Volume en m ³	uN en Kg	uP2O5 en Kg
8349	31 590	19 351	8349	31 590	19 351

UN= unité d'azote / uP2O5= unité de phosphore

5.1.2.- lisiers bruts et produits issus du traitement à gérer annuellement sur le plan d'épandage

Lisier Brut			Lisier centrifugé			Lisier centrifugé traité		
Volume en m ³	uN en Kg	uP2O5 en Kg	Volume en m ³	uN en Kg	uP2O5 en Kg	Volume en m ³	uN en Kg	uP2O5 en Kg
0	0	0	767	2562	400	5139	1282	1794

5.1.3.- pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement ou tout autre support est tenu à jour par l'exploitant avec la date et la quantité de lisier enlevée.

5.1.4.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées est immédiatement prévenu.

5.1.5.- En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt prolongé et après saturation des capacités de stockage, soit toute activité doit être interrompue sur le site et les animaux transférés dans des installations autorisées, soit les effectifs sont ajustés aux capacités d'exportation du plan d'épandage exploité en propre soit une solution transitoire au traitement des lisiers est proposée par l'exploitant, dans le respect des intérêts mentionnées aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

5.1.6.- Le traitement du lisier via la station du GIE est conforme aux dispositions prévues à l'article 5.1 du présent arrêté.

5.2.- Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

5.2.1.- les lisiers bruts porcins sont stockés dans des fosses d'un volume total de 5131 m³.

5.2.2.- Les épandages de lisiers bruts, de lisiers centrifugés et de lisiers centrifugés traités sont consignés dans un cahier de fertilisation conformément à la réglementation. »

Article 6 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont modifiées comme suit :

L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZW 102, un volume annuel brut de : 13 800 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux et le nettoyage des bâtiments.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 31 mars et au 1er novembre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures (en zone littorale uniquement), ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Autres Dispositions

Les articles 6, 7 et 9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2014 sont supprimés.

L'arrêté préfectoral du 7 avril 2021 est rapporté.

Article 8 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 9 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lamballe-Armor pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Lamballe-Armor pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant 4 mois.

Article 10 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site : www.telerecours.fr

Article 11 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Lamballe-Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives, de gendarmerie ou de police.

Saint-Brieuc, le

22 AVR. 2021

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara

